

Le Corbusier, architecte français, Paul Chemetov

Revue Regard

Le cinquantième anniversaire de la mort de Le Corbusier provoque un regain de publications, d'expositions et de colloques qui célèbrent la mémoire du grand homme. Cependant, à contre-courant, deux iconoclastes ont décidé de déboulonner la statue du commandeur.

François Chaslin a l'honnêteté de titrer son livre *Un Corbusier*, un parmi d'autres, une lecture : la sienne, une histoire, la sienne aussi, celle d'un père... pour les architectes. Xavier de Jarcy – journaliste à *Télérama*, auteur d'une enquête qui fit beaucoup de bruit, "Comment la France est devenue moche" – va au raccourci : *Le Corbusier, un fascisme français*. Quelle est la thèse commune aux deux livres ? Le Corbusier fraya avec les milieux du planisme, de l'eugénisme social, qui se reconnurent dans l'action de Mussolini et plus tard celle de Pétain. Corbu s'installe à Vichy dès l'automne 40, fort de ses appuis, espérant devenir le grand architecte de l'État français.

De quoi est donc coupable Le Corbusier ? Il vaut mieux, pour décortiquer sa vie et son œuvre, dans l'ambiguïté certaine du personnage, voir dans quel temps et dans quelles circonstances il a vécu.

Le planisme et la manie de la norme

La guerre de 14, ce suicide de l'Europe, eut aussi comme conséquence la militarisation de l'action politique. Les bolcheviks – à l'issue d'une guerre civile féroce – s'imposent par l'efficacité d'un parti organisé comme une armée professionnelle, celle des révolutionnaires du même nom. Le fascisme italien, s'il se structure à partir des corps francs (les faisceaux) propose (comme le nazisme allemand et ses SA) pour lutter contre le communisme et la révolution de mettre les organisations politiques sur pied de guerre. Le capitalisme paraissait condamné par la crise de 29, justifiant aussi le recours à la violence comme première réponse à la vague révolutionnaire. Elle pouvait légitimement faire peur à tous les possédants, à tous les partisans de l'ordre.

Le planisme dont Le Corbusier était proche – nourri à la fois de transfuges de la SFIO, tels Déat, dont on sait la fin, et d'ingénieurs issus des grandes écoles : Polytechnique, Mines – prétendait à une sortie rationnelle de la crise, face à l'incapacité des démocraties parlementaires. Et puisque Xavier de Jarcy me cite dans son livre [1], je me sens autorisé à lui répondre. Ce qui a caractérisé l'administration vichyste, c'est la manie de la norme, du règlement (ceux de Vichy sont innombrables et remarquablement écrits), comme la mise en place des comités d'organisation, chargés de planifier toute l'activité économique.

Dans notre domaine, l'Ordre des architectes, évoqué dès le Front Populaire, est mis en place par Vichy, le permis de construire sous sa forme actuelle aussi, et l'efficacité des directions de l'Urbanisme est telle que c'est de leur fusion que naît le ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme à la Libération. Le corps des Ponts et chaussées, qui a fait ses preuves dans le déblaiement des ruines, le déminage et le rétablissement des infrastructures, prend en main la reconstruction et triomphe pendant les Trente glorieuses avec l'organisation (encore...) des grands ensembles, des entreprises générales et des bureaux d'études. Mais toutes choses égales d'ailleurs, est-ce que la création de l'ENA à la Libération ou la possession quasi privée de la filière atomique française par le corps des Mines, ne procèdent pas de la même matrice, au-delà de toute accointance idéologique ?

Une majorité d'architectes vichystes

Revenons sur le séjour de Corbu à Vichy. Revenons à juin 40. La France battue signe l'armistice, « *ce lâche soulagement* ». La Chambre des députés du Front populaire (les communistes étaient déjà emprisonnés à la suite du pacte germano-soviétique) vote à une majorité écrasante les pleins pouvoirs à Pétain. À l'exception des gaullistes, des républicains tels Jean Moulin et des communistes, la population française se rassurait dans le culte du bon Maréchal – le vainqueur de Verdun – qui nous protégerait des Allemands – « *Il a fait don de sa personne à la France* ». Ce n'est qu'avec l'occupation allemande de la zone Sud, en novembre 1942, que l'opinion bascule vers l'attentisme et, pour une minorité, dans la résistance, qui ne gonfla ses effectifs qu'avec les réfractaires au Service du travail obligatoire en Allemagne.

Il n'y avait pas que le Corbusier qui se reconnaissait dans Vichy, mais aussi Auguste Perret qui présida l'Ordre des architectes. À l'exception de quelques-uns, tel Lurçat, emprisonné à la Santé, Jacques Woog, guillotiné dans cette même prison après avoir été condamné par un tribunal français, Roland Bechman, combattant du Vercors, ou Pierre Villon – de son nom Roger Gunsburger –, résistant, et plus tard dirigeant du Parti communiste et de quelques autres, une poignée tout de même, les architectes français furent vichystes dans leur majorité. Et puisque François Chaslin fait à Corbu le reproche d'avoir publié sous l'occupation, ce fut aussi le cas de Camus ou de Sartre... Que Corbu fut équivoque dans ses amitiés, nul n'en doute, et ses préjugés de classe étaient dans son milieu largement partagés. On pourrait demander à nos deux auteurs de se poser une autre question. La France a-t-elle fait l'analyse de ce passé qui ne passe pas ?

Il suffit de lire les mémoires (39-45) de Maurice Garçon. Dans toute la magistrature, un seul refusa de prêter serment à Pétain, la situation fut presque la même dans l'administration. L'antisémitisme dominait –

même chez Maurice Garçon – et ne parlons pas de l’anticommunisme. On peut tout reprocher à Le Corbusier, sauf d’avoir été collabo, d’avoir dénoncé, de s’être approprié des biens juifs, d’avoir siégé dans un tribunal, condamné à mort des résistants.

Filiations et héritages

On peut donc se poser une autre question. Est-ce que tous ces ouvrages qui tournent autour du Corbusier – un architecte, par son œuvre, plus grand que lui-même – ne sont pas la justification d’une génération, celle de 68, dont les fruits ne tinrent pas la promesse des fleurs ? Faudrait-il donc que tous soient ambigus et salauds pour vivre avec son quotidien ?

La France n’est pas l’héritière seulement des Lumières. Du général Boulanger à l’affaire Dreyfus, des Croix de feu (un million d’adhérents) au Front national de nos jours, elle se retrouve aussi dans le culte du chef, d’une identité nationale nourrie successivement du pogrom des Italiens, des Juifs ou des ratonnades de ceux qui ne sont pas de souche et qu’il faut désouche.

De Gaulle eut l’intelligence de cautionner à la Libération – par sa seule personne – la légende d’une France résistante à l’exception de quelques traîtres. Mais alors, que faire de Papon ou de Bousquet ? Et que dire de la francisque attribuée à François Mitterrand ? Résistant certes, mais plus tard. On sait l’accueil que Paris fit au Général en août 44, peut-on oublier pour autant la foule qui au printemps de la même année acclamait le Maréchal Pétain, dans le même Paris, dont la banlieue venait, à nouveau, d’être bombardée par l’aviation anglo-américaine ? Comment comparer un réquisitoire à charge, celui de Xavier de Jarcy, et l’étude informée et complète de François Chaslin (dont l’envoi en première page nous émeut : « *En souvenir de mon père, l’ingénieur Paul Chaslin* ») ? C’est ce destin, celui d’un entrepreneur chanceux, sympathique et généreux qui, en filigrane, explique à la fois l’admiration de Chaslin pour les « *méandres d’une vie prodigieuse* », celle de Corbu, et sa citation d’Apollinaire « *On ne peut transporter partout avec soi le cadavre de son père* ». Le père Corbu, était hautain, presque antipathique, lorsqu’il nous rembarrait, étudiants qui cherchions à l’avoir comme maître. Et puisque nous avons cette naïveté – alors que nous aurions dû nous souvenir du “ni dieu, ni maître” des libertaires – constatons que les architectes – et Corbu n’y échappe pas – ont un rapport ambigu avec le pouvoir. Les grandes réalisations ont besoin des pouvoirs publics – les travaux du même nom, aussi.

Corbu, propagandiste de lui-même

Ce n’est pas parce que Le Corbusier travailla à Moscou, espéra le faire à Rome, participa à New York au projet des Nations unies, alla au Brésil ou à Alger, qu’il fut tout à la fois moscoutaire, fasciste, vichyste, ploutocrate,

colonialiste ou tiers-mondiste comme ses détracteurs le disent. Mais tout simplement, à ce point imbu de lui-même et persuadé de son génie que la commande lui était due, sans pour autant – comme le suggérait la citation de Michel Ragon, qui rapproche l'urbanisme des camps de concentration et celui des grands ensembles – que l'on puisse écrire que la Cité radieuse de Marseille en est la raison ou la caution ! De la même façon, on peut disqualifier tout le marxisme parce que Staline ou d'autres tyrans s'en réclamaient. Chaque doctrine, chaque courant de pensée porte en germe sa propre mort, s'il devient objet de culte, autoréférencé ; et s'il prétend au global, devient totalitaire. On peut contester Corbu : son architecture, même et surtout mal construite, ne fut jamais la répétition du même à l'infini. La dénégation du « *béton criminel* », comme le disait Michel Rocard, rejoint d'une certaine façon le slogan d'une France de propriétaires, celles des pavillons qui morcellent à l'infini la terre arable. Et l'accusation de collectivisme vise aussi le commun de la ville, la contiguïté avec les autres personnes, fonctions ou espaces.

Que reste-t-il de Corbu : son attirance pour l'ordre nouveau, sa proximité, avec la droite autoritaire, ce nom français du fascisme, aujourd'hui revendiqué par la droite forte ou la droite populaire, ou quelques bâtiments iconiques ? La Villa Savoye, l'unité d'habitation de Marseille, les maisons Jaoul, la ville de Chandigarh en Inde et ses bâtiments publics, le couvent de la Tourette, la chapelle de Ronchamp, qui tous parlent du plaisir des formes, de celui des sens et qui nous ouvrent l'esprit. Mais Corbu, grand architecte, fut aussi un propagandiste, de lui-même et de thèses plus douteuses sur la lèpre urbaine que son urbanisme radical (le plan Voisin...) devait guérir. N'oublions pas que les îlots insalubres où régnait la tuberculose faisaient partie des peurs du XXe siècle. Toute propagande est double dans son langage et dans les interprétations qu'elle permet. Corbu n'y échappe pas. C'est emporté par la promesse que nous y lisions d'un monde meilleur, d'un avenir autre, que son œuvre nous rendit exigeants à jamais, Corbu le corbeau, Corbu le fada, Corbu idéologue de la technocratie certes, mais d'abord un architecte.

Et il serait tout aussi exact de titrer le livre de Xavier de Jarcy Le Corbusier, un architecte français, car la France ce fut aussi cela : le cynisme de béton armé, qui est reproché à Corbu, s'applique à l'entreprise Perret Frères et aussi à toutes celles qui travaillèrent pendant l'occupation pour édifier le mur de l'Atlantique. Et puisque Jean Coutrot, polytechnicien, grand blessé de la guerre de 14, est cité abondamment comme une tête pensante de la technocratie, rappelons qu'il fut dans le même temps l'ami des Delaunay et des peintres cubistes et se suicida au début de l'Occupation lorsqu'il comprit – trop tard – quel rôle il jouait.

Adieu aux démiurges

Witold Gombrowicz, parlant des artistes, disait qu'ils humiliaient par la beauté de leurs œuvres ceux qui étaient incapables d'une telle création. Et le sentiment que je retire de ces deux livres, celui qui cogne et celui qui comme un bourdon nous obsède, c'est une suspicion profonde envers un personnage insupportable, l'architecte qui aspire aux pleins pouvoirs (dixit Giraudoux), qui, démiurge, se dit l'égal de Dieu puisqu'il transforme l'univers. Et cet homme qui prétendait construire les châteaux, les théâtres et les places royales de l'aristocratie, depuis le mouvement moderne revendique de projeter le logement pour tous, l'école pour tous, la santé pour tous et la culture aussi.

Telle est aussi la contradiction profonde que Corbusier dut résoudre, dans un temps troublé. C'est toujours la nôtre, il nous faut dire adieu aux démiurges et à leur pathos pour devenir des intellectuels critiques, de notre pratique aussi. C'est cette ambiguïté que ne lèvent pas les deux livres. Mais ils incitent chacun de nous à un examen de conscience, car l'architecture moderne, celle de notre temps, pour le meilleur et pour le pire, fut et reste celle de la démocratie.

La démocratie suppose le partage, celui du pouvoir, et l'ambiguïté des architectes dans la démocratie, c'est que le pouvoir du projet, le savoir du projet ne peuvent être partagés, sauf à reprendre à notre compte les slogans jdanoviens sur l'« *ingénieur des âmes* », ce qui n'est gentil ni avec les ingénieurs, ni avec les âmes. Le projet, s'il doit être à l'écoute de ce qui se dit, ne peut être le greffier de l'opinion publique : « *Rajoutez-moi une lucarne, j'aime assez les petits toits sur les porches, pourquoi ne pas mettre une jolie grille devant cet œil de bœuf ?* », toutes ces fantaisies, tous ces fantasmes peuvent se résoudre dans l'auto-construction, ils ne peuvent régler les bâtiments collectifs, ni les équipements ou espaces publics. Il faut écouter les récits, certes, mais point en faire une histoire.

L'amour de l'utilité publique

Pour que l'échange nécessaire puisse avoir lieu, il faut se souvenir de l'aphorisme de Berthold Brecht. À la différence des spectateurs du théâtre, ceux d'un match de football en connaissent les règles. La connaissance des règles de l'architecture passe certainement par une autre éducation que celle qui fait de la littérature l'art majeur et de la culture littéraire, un critère de sélection. Mais plus essentiellement, la tradition étatique en France, depuis la monarchie jusqu'à la république monarchique, a du mal à admettre ce que dit la société et le dialogue qu'il faut entretenir en amont des programmes. Car comment justifier "l'utilité publique" si elle ne ressort que de la décision des instances étatiques ? C'est dans l'amour de l'utilité publique que doit se nouer et être encouragée la participation des citoyens aux choix qui sont faits en leur

nom. Et pour paraphraser F. Hayek, ce serait un mauvais architecte, celui qui ne serait qu'architecte.

Qu'est-ce que le projet, sinon faire tenir ensemble, donner cohésion à l'addition des pièces détachées de tout bâtiment, fenêtres, portes, poteaux, planchers, etc., des pièces détachées de la ville, pour en proposer une nouvelle cohérence, une nouvelle référence ? On voit que cette définition n'est pas loin de l'action politique, qui étymologiquement s'occupe de la ville et des hommes qui y vivent, tout à l'opposé du gouvernement, des choses qui semblent être l'alpha et l'oméga du technicisme néolibéral.

Notes

[1] « *Le planisme se voulait une réponse tout à la fois au bolchevisme et au fascisme, mais en fin de compte flirta avec ce dernier, somme toute plus fréquentable. Le planisme pensait éviter les choix douloureux de la politique en ne s'intéressant qu'à l'organisation... par essence neutre ? L'organisation est la devise de notre temps, ce que la Shoah a eu de plus monstrueux, ce n'est pas la mort, c'est la folie de l'organisation. Ce qui a survécu, c'est la normalisation qui –sous les raisons habituelles du bien commun et de la sécurité- reproduit implicitement les goûts de la bureaucratie.* » *Urbanisme*, janvier 2002.